

Éditorial

En ce début d'année 2014 s'ouvre la perspective d'une reprise plus généralisée et plus durable qui romprait avec la Grande Récession. Il est vrai que des risques demeurent et que le rythme des progrès est très variable : dans la zone euro, par exemple, plusieurs économies restent fragiles. Néanmoins, les perspectives, tant pour l'économie mondiale que pour la zone OCDE, s'annoncent meilleures que ce n'était le cas depuis un certain temps.

C'est, certes, encourageant, mais il ne faudrait pas nous laisser aller à penser que tout va bien désormais et que, dans les prochaines années, une économie en croissance fera disparaître toutes les difficultés. L'expérience de ces dernières années, même avant la crise financière, nous incite à penser autrement. Comme l'ont montré plusieurs rapports de l'OCDE, en particulier *Toujours plus d'inégalité* (2011) et *Croissance et inégalités* (2008), au cours des dernières décennies, les bienfaits de la réussite économique ont été moins largement partagés qu'auparavant.

La crise de ces dernières années n'a fait que renforcer ces tendances à plus long terme. Nombre de ceux qui ont le moins profité de la croissance avant la crise ont aussi été durement frappés par la récession. Et, aujourd'hui, si l'horizon s'éclaircit pour les économies nationales, la situation sociale, en revanche, ne s'est guère améliorée, voire continue de se dégrader, parfois fortement. Les perspectives économiques, pour un beaucoup trop grand nombre de nos concitoyens, restent marquées par les récentes difficultés.

Ces difficultés se manifestent, aujourd'hui, par la persistance du chômage et la stagnation, si ce n'est le recul, des revenus. Comme le montre cette édition de *Panorama de la société*, les taux d'emploi étaient en baisse jusqu'à récemment, en particulier pour les jeunes et les travailleurs peu qualifiés. Depuis 2007, le nombre des chômeurs dans les pays de l'OCDE a augmenté d'un tiers, atteignant le chiffre de 48 millions d'individus, et plus d'un tiers d'entre eux sont sans travail depuis plus d'un an.

Les gens sont de plus en plus nombreux, aujourd'hui, à déclarer qu'ils ont du mal à faire face aux dépenses de la vie quotidienne, tendance qui s'observe dans 26 pays de l'OCDE depuis 2007. D'après le sondage Gallup, au niveau mondial, en 2012, une personne sur quatre dans les pays de l'OCDE faisait état de difficultés financières. Dans trois des pays de la zone euro – Espagne, Grèce et Irlande – le nombre de personnes vivant dans un ménage qui ne perçoit aucun revenu d'activité a doublé. Dans toute la zone de l'OCDE, les enfants et les jeunes ont été les plus touchés par la pauvreté monétaire.

Mais, le plus préoccupant est peut-être qu'on peut craindre que ces problèmes ne continuent de peser sur la vie des personnes pendant de nombreuses années encore. On parle beaucoup de l'effet de « stigmatisation », autrement dit le risque que les jeunes qui connaissent de longues périodes de chômage, d'inactivité ou de pauvreté ne soient confrontés toute leur vie à des perspectives de gains et d'emploi moindres.

Il y a d'autres sujets d'inquiétude. Prenons l'exemple de l'éducation, qui est l'un des investissements majeurs que les individus et les sociétés peuvent réaliser pour leur avenir.

Or les dépenses publiques dans ce secteur, en proportion du PIB, ont très fortement été réduites dans plus de la moitié des pays de l'OCDE, ces dernières années, et cela risque de fermer l'accès à l'éducation pour certaines familles.

La santé, également, est un motif de préoccupation. Dans onze pays de l'OCDE, parmi les répondants aux enquêtes, 15 % déclarent ne pas pouvoir se soigner comme ils en auraient besoin et, dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, seulement trois personnes environ sur cinq, dans les catégories à bas revenu, estiment être dans un état de santé au moins « satisfaisant », alors que la proportion est de quatre sur cinq dans les catégories à haut revenu. De plus en plus de familles, également, déclarent qu'elles ne peuvent pas dépenser autant qu'il le faudrait pour l'alimentation.

Et il y a des signes qui tendent à indiquer que la reprise partielle des taux de fécondité qui avait été enregistrée juste avant la crise n'est plus d'actualité aujourd'hui, la baisse des revenus et le chômage amenant peut-être les familles à différer un projet d'enfant ou à renoncer complètement à en avoir. Si cette tendance se maintient, elle risque d'aggraver le problème du vieillissement de la population auquel de nombreuses sociétés de la zone de l'OCDE sont confrontées.

Cela prendra plusieurs années avant que l'impact de ces évolutions ne soit pleinement compris. Certaines des questions qui nous préoccupent le plus aujourd'hui se poseront peut-être avec moins d'acuité si nous entrons dans une période de croissance forte et durable. Mais, actuellement, le risque qu'elles n'engendrent des conséquences sociales regrettables apparaît très préoccupant. Dans le même temps, la contraction des dépenses publiques, dans de nombreuses économies de l'OCDE, fait que la capacité de nos sociétés de faire face à ces défis est de plus en plus incertaine.

Il n'est pas question de céder au fatalisme. Pour que nos sociétés soient prospères et restent stables, il est essentiel que les politiques sociales soutiennent les familles dans les temps difficiles et évitent que les problèmes à court terme ne deviennent des handicaps à long terme. De fait, les travaux de recherche dans plusieurs pays de l'OCDE viennent clairement conforter l'idée qu'il faut maintenir les dépenses sociales dans les domaines clés.

Ce ne sera pas toujours facile mais, lorsqu'il s'agira d'opérer des coupes, il faudra que ce soit d'une façon qui ne sape pas les perspectives des plus vulnérables et ne compromette pas le bien-être à long terme des enfants et des jeunes. Il s'agit, comme on se plaît à le dire dans les milieux gouvernementaux, de « faire plus avec moins ». Mais cela signifie aussi qu'il faudra peut-être accroître les ressources allouées à des dispositifs essentiels, comme les filets de protection sociale en faveur des pauvres.

Alors que les gouvernements réfléchissent à de nouvelles approches face aux besoins de nos sociétés, une réponse rapide aux multiples défis sociaux engendrés par la crise économique demeurera une priorité pendant des années encore. Mais il ne suffit pas de réagir aux crises passées. La Grande Récession nous a appris – et c'est très important – que nous sommes bien moins capables de prédire les mouvements de nos économies que nous souhaiterions l'être. En tout cas, s'il y a une chose que nous pouvons dire avec certitude, c'est que d'autres turbulences se produiront, à l'avenir, et que les politiques sociales seront, une fois de plus, sous forte tension.

C'est pourquoi les politiques sociales doivent être conçues pour être efficaces en période favorable comme en période difficile. Comme la crise l'a révélé, tel n'était malheureusement pas le cas dans plusieurs pays de l'OCDE. S'il est vrai que les dispositifs de protection sociale ont aidé à atténuer les effets de la crise pour de nombreux individus,

d'autres ont été laissés à la traîne sans guère être aidés, voire sans aide aucune. Dans l'Europe du Sud, par exemple, l'aide sociale, pourtant coûteuse, ne parvenait souvent pas à atteindre les pauvres, avant même la Grande Récession.

La priorité, aujourd'hui, doit être de faire en sorte que les politiques sociales puissent « résister à une crise » – autrement dit soient aptes à faire face aux pires situations que l'économie mondiale puisse engendrer. De plus en plus, les dépenses sociales et les investissements devront être mieux ciblés de façon à répondre aux besoins les plus urgents de nos sociétés. De même, il faudra apprendre à déployer les systèmes de protection sociale de la manière la plus efficace, en veillant à ce qu'ils soient adaptés aux évolutions du marché du travail et de la démographie et en évitant, dans toute la mesure du possible, les gaspillages dans les domaines administratifs et bureaucratiques.

Faire face à ces défis sera loin d'être facile et, la récession se faisant moins vive, on pourrait être tenté de différer les réformes. Ce serait une erreur. Les signes d'une perte de confiance dans les gouvernements depuis la crise doivent être un signal d'alarme qui nous montre avec quelle rapidité le pacte social peut se déliter. Face à cette situation, les gouvernements doivent montrer qu'ils sont capables de répondre efficacement aux besoins de la société. Ils doivent aussi faire en sorte que la politique sociale contribue à renforcer la résilience des citoyens face aux crises futures.



Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE



Extrait de :
Society at a Glance 2014
OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/soc_glance-2014-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Gurría, Angel (2014), « Éditorial », dans OCDE, *Society at a Glance 2014 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/soc_glance-2014-3-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.